

Rapport sur la stratégie de promotion de l'inclusion financière :

55,4% des clients de micro finance satisfaits des services proposés ^{P.5}



Mme Khardiata Lo N'diaye

N°529 du 29 Mai 2017

Prix : 250F CFA

Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Hommage à un grand homme de média :

Jean-Karim Fall est décédé la plume à la main

^{P.4}

Jean-Karime FALL

Gestion calamiteuse à la CEET :

- **400 millions chaque trimestre pour achat et entretien de radio communication qui ne servent à rien** ^{P.2&3}
- **Recrutement en vue pour combler le vide créé par les contractuels mis à la porte abusivement**
- **Le cabinet-conseil réuni du DG Amouzou de l'ANPE mis à contribution contre des dizaines de millions**



Mawussi Kakatsi, DG de la CEET

Lancement de La Protectrice Assurance : ^{P.5}

Une société qui vient au secours des assurés



La table d'honneur

1ÈRE CONFÉRENCE MONDIALE

SUR L'OcéAN À NEW YORK

DU 5 AU 9 JUIN PROCHAIN :

Le Togo, choisi par l'ONU comme pays pilote de la protection des océans ^{P.6}

26 MAI 2010-26 MAI

2017 : IL Y A 7 ANS

L'ACCORD UFC-RPT

Une alliance qui a contribué à l'apaisement du pays ^{P.4}

Ecoles privées laïques au Togo :

Elèves et parents victimes d'escroquerie permanente ^{P.6}

Gestion calamiteuse à la CEET :

400 millions chaque trimestre pour achat et entretien de radio communication qui ne servent à rien

Recrutement en vue pour combler le vide créé par les contractuels mis à la porte abusivement

Le cabinet-conseil réuni du DG Amouzou de l'ANPE mis à contribution contre des dizaines de millions

Les gouvernements de la République se succèdent dans le respect strict de la continuité de l'État tout comme à la tête des différentes sociétés d'État. Ce principe s'est vu interrompre à la Compagnie Énergie Électrique du Togo dès la nomination de monsieur Kakatsi Mawussi comme Directeur Général. Outre plusieurs décisions de son prédécesseur qu'il a rapporté, Kakatsi qui dit être venu pour redresser une boîte qui pourtant n'était pas en faillite n'a eu pour stratégie que de peindre en noir tout ce qui a été fait sous son prédécesseur. Un audit fut commandité pour bien se donner la matière. Des journaux ont été mis à contribution pour publier les parties de l'audit qui semblaient être du flou aux yeux de la nouvelle administration dont un contrat de partenariat signé avec une agence de communication qui a retenu 16 organes à cet effet. Dans les termes du contrat, il était prévu, comme peuvent le démontrer les articles desdits organes, d'accompagner la CEET qui, à cette époque, était à une phase de grands travaux tel l'extension du réseau dans un bon nombre de villages de l'intérieur du pays ainsi que la construction et l'ouverture de nouvelles agences pour soulager les clients qui, jadis peinaient pour rallier la CEET pour leurs opérations. Le contrat concernait aussi la publication de tout communiqué de la CEET dans les organes en question.

La remise de ce contrat à des journalistes ne faisant pas partie des 16 organes, de même que l'exploitation qui en a été faite juste deux semaines après la prise de fonction de Kakatsi est une preuve qu'on a choisi délibé-

rément de dresser les journalistes les uns contre les autres, ce qui a bien marché et continue de marcher aujourd'hui.

On fait dire à ces journalistes que les 16 organes qui étaient bénéficiaires du contrat ne l'é-

taient juste que pour ascender l'ancien DG qui, selon eux, gérait mal la société tout comme si la CEET avait une hiérarchie contraire à la norme respectée dans toute société d'État. C'est important de rap-

peler ici qu'aucune société d'État n'est gérée au hasard. Il y a toujours eu un conseil d'administration qui est coiffé par un conseil de surveillance au sein duquel figure généralement le ministre des finances qui a un regard de

technicien pour avoir une idée claire sur l'orientation qu'on imprime à la société.

Si l'ancien DG qui, d'ailleurs, a été nommé à la suite d'une évaluation à laquelle, candidat à sa propre succession, Kakatsi a échoué, gérait mal, il n'allait pas boucler les 4 ans qui étaient annoncés lors de sa nomination, étant donné qu'il s'agissait d'un contrat de deux ans renouvelable une fois.

A plus d'un an à la tête de la CEET, on peut aujourd'hui conclure que la nouvelle administration n'a brillé que dans le chantage, la calomnie et surtout le règlement de compte.

Au lieu d'apporter cette expertise qu'on dit connaître de lui, Kakatsi n'a de cesse de crier haut partout que son prédécesseur a exagéré en tout.

Dans l'achat des transformateurs qui permettent l'extension du réseau et qui favorisent les branchements de courant chez de milliers de demandeurs, Djétéli a été accusé d'avoir abusé. Tous ces transfo qu'on prenait pour en être de trop ont été utilisés par les mêmes accusateurs au point qu'on en manque aujourd'hui, ce qui ralentit exagérément les branchements qui, pourtant doivent être encouragés puisque permettant à la CEET de se faire beaucoup d'argent.

L'ancien PCA, Jonas Daou rapidement débarqué pour insubordination n'a manqué de sillonner de bureau en bureau pour laisser entendre à qui veut l'entendre que Djétéli n'avait fait que semer du bordel à la CEET en ne recrutant que des Bassar. Cette tristement célèbre fibre sur laquelle ce jeune joua a porté loin jusqu'à la remise en cause de certains contractuels vitaux pour la bonne marche de la société. Une enquête permet de constater que sur le nombre des contractuels en question, y compris des agents, l'ethnie Bassar reste minoritaire. Même si ces jeunes contractuels étaient utiles à la CEET, étant engagés par Djétéli, il faut tamiser pour conserver les "bons" puis mettre sur les carreaux les "mauvais" estimés être les hommes à Djétéli.

Pour tout finir en beauté, le Cabinet-Conseil Réuni appartenant à un DG qui s'occupe de

Suite à la page 3

TOGO CELLULAIRE





mon répertoire

en sécurité

LA SOLUTION

EN CAS DE VOL OU PERTE DE VOTRE MOBILE



Le nouveau service qui vous permet de sauvegarder votre répertoire SIM

LE LEADER
 service client : 888 - www.facebook.com/Togocel - www.twitter.com/togocel - www.togocel.tg - certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

Gestion calamiteuse à la CEET :

400 millions chaque trimestre pour achat et entretien de radio communication qui ne servent à rien

Recrutement en vue pour combler le vide créé par les contractuels mis à la porte abusivement

Le cabinet-conseil réuni du DG Amouzou de l'ANPE mis à contribution contre des dizaines de millions

Suite de la page 2

l'insertion des jeunes dans des structures, sera sollicité à coût de millions de nos francs. Un concours sera ouvert pour les contractuels qui pourtant avaient déjà été évalués conformes par les chefs des services sous lesquels ils servent ; évaluation qui sera entérinée par un comité de 6 directeurs qui étudieront cas par cas les dossiers d'environ 300 agents déployés suivant les besoins sur le territoire national. Ces contractuels ont été contraints de passer le test auprès dudit cabinet dans des circonstances qui restent à élucider.

L'esprit de nuisance aidant, la DRH, madame Adiho, celle qui devrait se comporter en bonne mère, choisira d'appeler par téléphone, ceux qui, selon elle, ont réussi au test, ceci à deux jours de la fête du nouvel an. Quel cynisme ! Une bonne partie des contractuels, environ une centaine se retrouve dans la rue après avoir servi pour certains 2 ans et pour d'autres plus de 3 ans la CEET.

Aujourd'hui, le paradoxe est que le cabinet qui n'avait que les contractuels **à évaluer a pu insérer outre les retenus avant le test, ses hommes à lui.** Nous savons le nom de bon nombre de demandeurs d'emploi à l'ANPE, des agents du PROVONAT, ainsi que des stagiaires de deux mois qui sont embauchés à la suite de ce concours pendant que des contractuels de 2 ou 3 ans qui n'avaient commis aucune faute et à qui on a, à plus d'une fois, renouvelé le contrat se voient abandonnés, au besoin nous publierons le nom et les numéros matricules de ces intrus. Certains jeunes exclus que nous avons pu approcher ne comprennent pas pourquoi et comment ils ont été mis hors alors que les questions au test à eux posées par le cabinet étaient aussi simples et réduites du genre : combien de temps faites-vous dans la boîte ? Quelles sont vos tâches quotidiennes etc.

Le grand paradoxe

Oltre le fait que la nouvelle administration laisse entendre à tort que Djétéli n'a recruté que les siens, il y a l'argument d'une pléthore d'effectif qui est aussi évoqué.

Le paradoxe c'est qu'après avoir chassé les employés estimés proches de l'ancienne équi-



Mawussi Kakatsi, DG de la CEET

pe selon les délateurs, il s'est dégagé une difficulté nette dans l'exécution des travaux à la CEET. Partout sur le territoire, le manque de personnel se fait ressentir avec des retards dans la relève des compteurs et la distribution des factures aux clients qui ne cessent de se plaindre.

Les interventions en cas de pannes deviennent difficiles à gérer faute de personnel.

Les branchements qui doivent faire de l'argent à la société ne sont plus possibles à cause de l'incapacité pour les acteurs des marchés publics de mettre en exécution le plan de passation des marchés (PPM) en cours. Conséquence : pas de commande, pas de matériels de travail, ce qui hypothèque du coup, la bonne marche de la société.

Quand la démarche qualité amorcée par Djétéli à la CEET suscite des encouragements que Kakatsi brandit comme un trophée de guerre

Djétéli n'a rien fait mais c'est ce même Djétéli qui a créé et lancé un service, nommé un responsable, démarche qualité dont l'avancée des travaux a été encouragée récemment à la satisfaction de Kakatsi qui s'est offert la une de certains journaux comme s'il avait déjà été nommé ISO. Des sociétés d'Etat, quant à la démarche qualité, ont déjà fait des avancées notoires sans bruit. On peut citer le Port Autonome de Lomé, Togo cellulaire, etc.

Kakatsi fait dire à la presse qu'il a payé le milliard à la CEB, leur fournisseur de toujours sans préciser que la CEET a de tout temps été redevable à la CEB et les différents directeurs ne font que diminuer la dette tout en

contractant au fur et à mesure de nouvelles.

C'est la première fois qu'un directeur à la CEET fait parler de la réduction d'une partie de la dette vis à vis de la CEB.

Cet exercice, Damipi l'avait fait, Pedassou l'a fait Kakatsi l'a fait lors de son intérim Djétéli aussi mais jamais ce ne fut brandi comme un trophée de guerre. Les Togolais, eux ne sont pas intéressés par ce qui se raconte chaque jour sur celui qui reste aujourd'hui, un ex DG. Mais ils veulent voir et constater ce qu'on apporte de neuf. Ils souhaitent voir les coupures être anéanties. Ils veulent avoir permanemment le courant et avoir factures et branchement à temps.

Si on a envie de dire ce qu'on fait pour "redresser" cette CEET malade qui pourtant permet à Kakatsi et ses hommes de ponctionner tous les trois mois de l'année 400 millions de fcfa pour l'achat et l'entretien de talkie walkies qui ne sont d'aucune utilité réelle pour le fonctionnement de la boîte qu'on laisse de côté le prédécesseur dont le programme est pourtant en train d'être à ce jour égrené point par point pour nous dire les nouvelles stratégies qu'on a mises sur pied. Qu'on cesse de voir partout le fantôme de Djétéli qui, à plus d'un an hors de la boîte continue de hanter.

Quand un poteau tombe à Kparato, quand un câble coupe dans un coin à Lomé, quand Atakpamé a fait 48 heures sans électricité on fait dire aux journalistes que c'est encore Djétéli. Jamais aucune succession au Togo n'a été aussi controversée.

Comment en est-on arrivé là ?

Tout a commencé par l'appel à candidature lancé il y a bien-

tôt 5 ans en vue du recrutement d'un nouveau Directeur général à la tête de la CEET que dirigeait à l'époque Kakatsi en tant qu'intérimaire.

Naturellement l'homme pensait que le poste lui reviendrait de droit, lui qui fait déjà un bon moment dans la boîte et qui plus, est directeur par intérim. Il était pourtant dit que c'est à cause de sa gestion hasardeuse qu'on organisait le concours.

Contre toute attente, Kakatsi manqua de sagesse et se repositionne à sa propre succession. Il sera lamentablement recalé par le cabinet de Jonas Daou qui le jugea **incompétent**. Le Docteur Djétéli qui a le plus rassuré et qui devient DG du coup, devint l'homme par qui le malheur vient. A l'entame de la mission de Djétéli, l'homme qui l'évalua voulut le mettre dans ses bottes comme quoi : "c'est grâce à moi, à mon cabinet que tu es là. Alors mes desiderata seront les tiens."

Cette envie ne marchera pas avec Djétéli qui avait des urgences notamment, la redynamisation du personnel divisé et la satisfaction clientèle. Cet entêtement ne sera pas bien perçu par celui qui se voyait être le faiseur du roi. Depuis, KAKATSI d'un côté puis Jonas Daou de l'autre, ont activé leurs réseaux, histoire de faire payer à un homme qui n'a commis de crime que de réussir à un appel à candidature pour se voir à la tête de la CEET.

Comme on pouvait s'y attendre le moins les réseaux ont travaillé, ont monté et trouvé les bons arguments pour remplacer Djétéli en fin de mandat par celui qui murmurait qu'il est l'homme de son malheur, celui qui est venu lui prendre sa place. De l'autre côté, un autre réseau fait nommer Daou Jonas qui avait évalué conforme le DG, Djétéli en fin de mission à la place de l'ancien PCA Katari Foli Bazi.

Tout est alors fin prêt pour narguer et enfoncer Djétéli. Cette envie folle de régler des comptes fait à ce jour des victimes.

A moins de six mois de licenciement des contractuels, nouveau recrutement à la CEET

Lorsque nous dénonçons la pagaille qui entourait le concours confié au cabinet conseil réuni qui ne visait qu'à faire payer à certains contractuels leur proximité à Djétéli, certains confrères étaient montés au créneau pour

dédouaner Kakatsi qu'on présentait comme étant en train d'assainir une boîte.

Aujourd'hui, les faits nous donnent raison dès lors qu'après avoir mis à la porte des agents qui occupaient des postes clés au motif qu'il y en avait de trop, la Direction sollicite à nouveau son cabinet à tout faire et à tout jouer pour lancer un appel à candidature afin de recruter des caissiers.

L'appel fait entendre qu'il s'agit d'une importante société de la place sans en préciser le nom juste pour camoufler que les autorités s'aperçoivent de la controverse. Ce qui choque le plus dans cette mascarade qui s'organise à coût de millions, c'est que le cabinet ait en marge de son appel à candidatures, commencé par appeler un certain nombre de stagiaires pour leur dire qu'ils doivent passer le concours à la surprise de ces derniers puisque n'ayant jamais postulés à cet appel d'ailleurs déjà clôturé. Comment peut-on s'afficher dans une nation sans que rien ne soit fait ?

Tout compte fait, le renvoi arbitraire des contractuels que la justice est en train de corriger, fait déjà des victimes.

A Kara la semaine dernière, un jeune stagiaire a trouvé la mort. Débordé par les travaux d'intervention, un chef division qui n'avait plus d'agents d'exécution, tous ayant été renvoyés sans remplaçants, était obligé de solliciter et d'obtenir de son chef d'agence l'autorisation d'utiliser des stagiaires qui en réalité n'étaient pas admis à monter sur des poteaux. Conséquence, un d'entre ces stagiaires est mort électrocuté. Le Chef d'agence tombera en syncope devant la fureur des parents qui cherchent à savoir comment et pourquoi leur fils se retrouve mort sur des poteaux.

Les difficultés qui se vivent aujourd'hui à la CEET ont des noms et les acteurs bien connus. Il s'agit d'une bataille de règlement de compte d'un Kakatsi qui en veut à celui qui l'a remplacé à un poste qu'il pensait déjà acquis.

Décidément le règne de Kakatsi n'a pas encore fini de semer tristesse, désolation et indignation.

Ben Ali

26 Mai 2010-26 Mai 2017 : il y a 7 ans l'accord UFC-RPT

Une alliance qui a contribué à l'apaisement du pays

Le 26 mai 2010, Gilchrist Olympio, président national de l'UFC et opposant charismatique au régime en place sollicitait une alliance entre son parti et le parti au pouvoir le RPT. Cette idée de l'opposant farouche au régime du général Eyadema militait en faveur de la consolidation de la paix, de la cohésion sociale et de l'apaisement du pays déchiré par plusieurs années d'incompréhensions. C'est dans les perspectives de pouvoir réaliser une réconciliation nationale et de contribuer à une alternance politique pacifique au Togo que les deux plus grandes formations politiques ont accepté de signer un accord dénommé " Accord UFC-RPT ".

Sept ans après la signature de cet accord historique, il y a lieu de se demander légitimement les retombées de celui-ci dans le quotidien des Togolais, dans le giron politique togolais et dans le contexte socioéconomique. Le 26 mai dernier jour anniversaire de cet accord, l'UFC de Gilchrist Olympio s'est félicité de ce choix qui a permis au Togo de s'engager dans une période de décrispation politique qui a favo-



Faure Gnassingbé



Gilchrist Olympio

risé la relance économique et joué un rôle déterminant pour le retour du pays sur la scène internationale. En revanche, l'UFC a indiqué que les attentes de la population " restent encore grandes et légitimes ". Le Président national de l'UFC précise que les attentes du peuple togolais sont liées à la lutte contre le chômage des jeunes et à la question cruciale des réformes institutionnelles, constitutionnelles et de la décentralisation.

Dans un communiqué rendu

public, cette formation politique lance un appel à tous les Togolais de tous bords politiques, à taire leurs rancœurs et privilégier le dialogue et la concertation qui seuls, peuvent permettre d'obtenir des compromis intelligents indispensables pour conduire notre cher Togo vers la prospérité. Sept ans après cette alliance, les interrogations ne cessent d'alimenter le débat politique. Pour certains leaders de l'opposition à l'instar de l'ANC, Gilchrist n'est qu'un traître qui a vendu son parti

au pouvoir en espérant obtenir des compromis susceptibles de baliser le terrain à une alternance pacifique.

Pour eux, Gilchrist a sabordé la lutte. Mais depuis toutes ces années, beaucoup d'eau a coulé sous le pont sans que celui-ci n'ait obtenu du pouvoir une réforme quelconque. Dans l'opinion togolaise, nombreux sont ceux qui saluent toujours cet accord politique qui a contribué tant soit peu à l'apaisement social. Il nous en souvient que depuis toujours,

Gilchrist Olympio a été un opposant le plus craint du régime Eyadema. Le président national de l'UFC était considéré par le passé comme le potentiel adversaire politique qui allait valablement prendre la place de feu Eyadema. Etant contraint en exil, lorsqu'il annonce par l'entremise de ses lieutenants son arrivée au Togo, c'est la ferveur, l'engouement qui prennent le dessus chez ses militants qui ne lésinent pas à lui réserver un accueil digne de ce nom à la frontière Aflao par où il a l'habitude de passer.

L'audience qu'il avait chez le peuple togolais est comparable à celle d'un prince dans les dynasties. Les meetings et manifestations politiques qu'il organisait avaient un sens avec l'espoir qui rayonnait sur les visages de ses militants qui ne doutaient pas un seul instant de sa bonne foi à conduire le pays dans le firmament du développement lorsqu'il prendra le pouvoir.

Aujourd'hui, cette audience s'est effritée. Et pour cause, les militants de premières heures et les figures de proue de l'UFC se sont désolidarisés de sa politique pour en créer d'autres comme l'ANC de Jean-Pierre Fabre, le FPD de Djimon Oré pour ne citer que ceux-là. L'UFC qui participe au gouvernement depuis plusieurs années a-t-il pu apporter sa pierre pour l'obtention des réformes politiques réclamées par l'opposition ? Gilchrist reconnaît que, sur cette question, c'est le statu quo.

Mais il faut saluer le courage d'un homme qui a pu comprendre qu'un accord avec le parti au pouvoir donnera libre cours à l'apaisement et sans la paix aucun développement n'est possible. Tout compte fait, les avis sont partagés sur cette alliance politique qui a eu le mérite de changer la donne sur la scène politique togolaise.

Nouvelle opinion

Hommage à un grand homme de média :

Jean-Karim Fall est décédé la plume à la main

Son entourage l'avait nommé affectueusement " Tonton ". Jean-Karim Fall, puisque c'est de lui qu'il s'agit a tiré sa révérence à 59 ans. Journaliste à RFI puis rédacteur en chef à France 24, Fall était un professionnel mordu à la tâche qui aimait la qualité et le travail bien fait.

Né d'un père Sénégalais un diplomate du nom de Kader Fall et ancien ministre et d'une mère Française, Jean-Karim Fall a fait ses études supérieures à l'université de Toulouse puis à l'Ecole Supérieure de Journalisme (ESJ) à Lille en France après avoir passé son enfance au Niger où il fit ses études primaires et secondaires.

Il a débuté sa carrière à RFI en 1984 où très tôt il a su convaincre par son professionnalisme. Amoureux de l'Afrique, il fut le chef service-Afrique à Rfi puis correspondant permanent en Côte d'Ivoire et au Gabon.

Durant son séjour en Afrique en tant que correspondant, il a couvert de nombreux événements comme les grands sommets internationaux. Depuis 2012, il était à France 24



Jean-Karim Fall

comme un consultant de l'actualité nationale et internationale. Le confrère Jean-Karim Fall avant son décès était sur le terrain de reportage la plume à la main en Italie pour le sommet du G7. Selon les informations, il a rendu l'âme à la suite d'une crise cardiaque laissant derrière lui une veuve et deux enfants.

Après l'annonce de son décès, les réactions ont fusé de partout pour lui rendre un vibrant hommage. Selon les témoignages recueillis de par ses proches, c'était un homme affable, très courtois connaissant l'Afrique profonde et les esprits psychologiques des

acteurs politiques Africains. Ce qui lui permettait de maîtriser les sujets dans le giron politique africain. Pour certains correspondants RFI en Afrique à l'instar de Yves-Laurent N'Goma et Alfa Barry, c'est un grand homme de média que nous pleurons. Avec sa rigueur dans le travail, il a su enseigner à certains journalistes les vertus du professionnalisme.

Il nous en souvient également qu'en 1991 où il y a eu l'attaque de la primature au Togo sous Joseph Koffigoh, c'était Jean-Karim Fall qui a couvert l'évènement pour la radio du monde RFI avec tous les risques

qu'il prenait pour informer au monde l'évolution de cet assaut contre la primature. Jean-Baptiste Placca, un éditorialiste à RFI qui a été également journaliste à " Jeune Afrique " a témoigné l'avoir personnellement connu en 1988 à Addis Abeba lors d'un sommet de l'UA où ils ont longuement discuté sur l'actualité politique en Afrique et en 1991 lors de son passage à Lomé. Jean-Baptiste Placca reconnaît le professionnalisme de Fall qui a ensuite joué un rôle sur choix porté sur l'ancien journaliste de JA à pouvoir travailler comme éditorialiste à RFI.

La liste des témoignages n'est pas exhaustive. En revanche, il faut avouer que cet homme a marqué son temps et comme Papa Wemba mort sur scène l'année dernière à Abidjan, Jean-Karim Fall est mort la plume à la main. Toute la rédaction de Nouvelle Opinion présente d'abord à RFI et France 24 puis à la famille éplorée ses condoléances les plus attristées. Le destin est parfois cruel. Mais on en remet à Dieu. Qu'il repose en paix.

Nouvelle Opinion

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyse et de publicité

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC

Siège: Adidoadin, PAvée prolongée, 2ème carré après Pharmacie Le Galien

Directeur de Publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao

Cel:91 36 37 55

jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior

Rédacteurs :

Tchagnao

El Hadj Arimiyao

Agbékponou Junior

Ramzad

Maroine Tchagnao

Dalikou Lynda A.

Imprimerie:

IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.

Tirage :

2.000 exemplaires

Lancement de la Protectrice Assurance :

Une société qui vient au secours des assurés

De nos jours, la compréhension et la communication autour d'un contrat d'assurance reste un problème majeur qui oppose assureurs et assurés. Le constat est que bon nombre d'assurés se sont vu refuser des indemnisations ou ont été insatisfaits de ce niveau d'indemnisation suite à la non maîtrise des garanties qu'offrent les différents contrats d'assurance.



La table d'honneur

Face à ce problème M. José Kwassi SYMENOUE après 28 ans de carrière sous la casquette d'assureur, se positionne désormais aux côtés des particuliers, des petits, et grandes entreprises dans le but de les accompagner, les conseiller, les orienter dans la prise en charge de leur couverture d'assurance et aussi dans le choix de la bonne compagnie d'assurance qui couvrira leur risque en tenant compte de la marge de solvabilité des assureurs. C'est dans cette perspective qu'il a lancé le vendredi 26 mai dernier à

Lomé, La Protectrice Assurances qui est une société de conseil et d'ingénierie d'assurances. On notait à cette rencontre, la présence de l'équipe professionnelle de ladite société et un parterre de journalistes.

La Protectrice Assurance est une vieille société agréée par le ministère des finances depuis l'an 2000. Après 17 ans d'existence José Kwassi SYMENOUE reconnu au niveau des compagnies d'assurances comme GTA C2A, NSIA Assurance, veut être plus proche des assurés pour leur prodiguer de braves conseils. Par son profession-

nalisme et son expertise, SYMENOUE entend propulser la société à travers un besoin qu'il a ressenti pour faire de la protectrice un autre outil qui marque un nouveau départ mais plutôt une autre approche. Elle entend jouer le rôle d'intermédiaire et veut travailler avec les compagnies d'assurance en plaçant les risques auprès d'elle pour le compte du client.

Cette société se propose d'expliquer et de conseiller les clients à placer leurs risques auprès des compagnies d'assurance appropriées après l'analyse des risques et offres. Enfin elle



Vue partielle de l'assistance

les aidera à choisir les meilleures garanties et la meilleure prime qui sont proposées par les compagnies d'assurances.

Le Président Directeur Général a relevé que c'est une bonne chose de se diriger vers les compagnies d'assurances mais le problème que rencontre les assurés ou preneurs d'assurances est la non compréhension des contours du contrat.

C'est pour relever ce défi que la Protectrice Assurances de part son professionnalisme et son expérience, ambitionne d'être le nouveau courtier panafricain dispo-

sant d'un réseau intégré à l'échelle sous régionale afin de participer à la croissance de l'écosystème des affaires africaines.

Pour en arriver, ladite société compte mener des sensibilisations à travers les différents médias de la place et surtout avec la collaboration des associations des consommateurs. Signalons au passage que s'acquiescer des conseils auprès de la Protectrice Assurances c'est le faire gratuitement sans pour autant payer quelque chose en contrepartie.

Elom

Rapport sur la stratégie de promotion de l'inclusion financière :

55,4% des clients de micro finance satisfaits des services proposés

Il y a quelques années, le gouvernement togolais lançait une stratégie de promotion de l'inclusion financière vu les enjeux en matière de développement.

Cette stratégie d'inclusion financière qui a connu l'appui du PNUD et de l'UNCDF permet aux autorités du pays de s'appuyer sur la méthodologie MAP (Making Access to financial services Possible) pour conduire le processus à son terme.

Cette méthodologie a pour objectif d'effectuer un diagnostic qualitatif et quantitatif approfondi de la demande de services financiers par la population.

Il permet également de faire un diagnostic de l'offre, des canaux de distribution et de la réglementation et enfin, d'actualiser la feuille de route de la stratégie pour l'inclusion



Mme Khardiata Lo N'diaye

financière au Togo.

Vendredi dernier, les résultats des études menées à cet effet et qui ont couvert le premier trimestre de cette année ont été divulgués.

Selon le rapport, il ressort que, la couverture aux zones périurbaines et rurales, la plupart des établissements de micro-crédit restent concentrés

sur la capitale et les grandes villes. Car, l'ouverture d'agences en zone rurale demeure très coûteuse et peu rentable. Les avis sont néanmoins partagés suite à ce rapport. Les clients des micro finance sont satisfaits des services proposés à 55,4%, mais 44,6% ont un sentiment contraire. L'accès aux produits financiers est plus

répandu en zone urbaine et s'améliore généralement avec la progression des revenus.

Selon les études, une grande majorité de la population cible de la finance inclusive n'a pas recours au crédit, n'effectue que très peu de transactions, n'épargne pas et ne réalise aucun transfert d'argent. La marge de progression est donc grande pour vulgariser cet instrument de développement. Mais il faut noter que, la propension à être plus proche des attentes et des besoins en améliorant la disponibilité et l'accessibilité au financement agricole pouvait faciliter les conditions d'accès au crédit.

Pour Mme Khardiata Lo N'diaye la représentante résidente du PNUD au Togo qui se

prononçait lors de la publication de ce rapport, la finance inclusive, à travers ses innovations technologiques et son adaptation aux conditions locales, a démontré son importance dans le financement du secteur privé pour la création de richesse et la promotion de l'emploi au profit des couches vulnérables et économiquement actives.

Mme Lo N'diaye n'a pas manqué à cet effet de féliciter le gouvernement pour son engagement dans l'élaboration et la mise en œuvre d'une Stratégie nationale d'inclusion financière qui contribuent aujourd'hui au développement du pays.

Junior

POUR VOS ANNONCES, PUBLICITÉS
ET PUBLI-REPORTAGES
APPELEZ LE 91 36 37 55

1ère Conférence Mondiale sur l'Océan à New York du 5 au 9 juin prochain :

Le Togo, choisi par l'ONU comme pays pilote de la protection des océans

L'Organisation des Nations Unies (ONU) accueillera du 5 au 9 juin prochain, la première conférence mondiale sur l'Océan. Cette rencontre d'envergure internationale très importante pour les questions liées au climat se déroulera au siège de cette institution à New-York avec pour but de soutenir la mise en œuvre de l'objectif de développement durable (ODD) 14. Il sera également question de recherche de solutions avec l'engagement que tous les participants à ce sommet.

Selon les organisateurs, les délégués venus du monde entier auront la lourde charge d'adopter par consensus une déclaration succincte et intergouvernementale qui sera formée comme un " Appel à l'action " pour soutenir la mise en œuvre de l'ODD 14.

En prélude à cette première conférence de l'ONU sur l'Océan, le Togo se prépare ardemment avec plus de convenance étant donné qu'il a été choisi par l'ONU comme pays pilote pour la mise en œuvre des ODD en l'occurrence la protection des océans.

C'est dans cette perspective que, vendredi dernier, les consultations nationales convoquées par le Haut conseil pour la mer (HCM) et le ministère de l'Environnement, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) ont été ouvertes à Lomé.

C'était une rencontre destinée à échanger et à partager les connaissances sur les questions liées aux mers et océans et des côtes au Togo ainsi que sur la nécessité d'atteindre l'ODD 14.

Il est important de reconnaître

que, les océans couvrent environ 71% de la planète avec une importante partie de la population mondiale qui vit à proximité des côtes et plus de 90% des échanges et des flux internationaux transitent par la mer.

Comme source d'approvisionnements en ressources, biologiques et minérales, les océans contribuent à n'en point douter, à la sécurité alimentaire et énergétique.

Face à ce constat, une exploitation efficiente des océans permettra à coup sûr de développer

une économie bleue.

Conscient de l'enjeu de la sécurité maritime qui est capital pour le développement, le Ministre Stanislas Bamouni Baba président du Haut Conseil à la Mer a expliqué que, la mer constitue l'un des principaux leviers de développement de nos Etats. Si les opportunités sont déterminantes pour notre existence, il faut aussi souligner que l'exploitation excessive des océans constitue une vraie préoccupation.

La Rédaction

Ecoles privées laïques au Togo :

Elèves et parents victimes d'escroquerie permanente

Au Togo et plus particulièrement à Lomé dans la capitale et dans les grandes villes du pays, seules deux sortes d'entreprise marchent bien en ces temps qui courent selon le constat. Il s'agit de la création des écoles privées et des églises d'éveil. Il se dit que pour se faire des picaillons aujourd'hui, soit vous créez votre école privée ou votre église à vous. Dans le premier cas, ce sont les élèves et leurs parents qui sont transformés en machine à sous en faveur des promoteurs. Dans le second cas, il suffit de rassembler un nombre acceptable d'adeptes convaincus, prêts à donner le maximum pendant la quête et puis le tour est joué.

Les plaintes des parents d'élèves et des apprenants dépassés par la cupidité poussée des enseignants et responsables d'écoles privées deviennent de plus en plus alarmantes. A l'analyse des faits, on se rend compte que les enseignants et responsables des écoles privées en difficultés financières n'ont pour la seule

solution que de tout décharger sur les parents d'élèves.

En effet, en dehors des frais de scolarité fixés par la plupart des établissements scolaires privés qui ne sont pas faciles à supporter, les sources proches des partenaires des écoles privées laïcs révèlent que les parents se voient harcelés tout le long de l'année scolaire par

les personnels enseignant et administratif de ces écoles pour des questions d'argent.

D'après nos enquêtes, les frais d'inscription varient d'une école à une autre et des niveaux. Dans la capitale par exemple, au collège, les frais de scolarité tournent autour d'une moyenne de 60.000 francs, et 50.000 francs pour

le primaire, frais d'inscription y compris.

Au moment où les parents se décarcassent pour pouvoir payer ces frais de scolarité à leurs enfants, les élèves viennent souvent à la maison avec des bouts de papiers contenant des avis de l'établissement soit pour l'achat obligatoire de documents dits disponibles au sein de l'établissement, soit pour les cours de répétition ou encore pour des cours d'informatique jusqu'au primaire.

Pour parvenir à extorquer de force ces frais aux parents, les enseignants et chefs d'établissement mettent en branle des méthodes savamment mitonnées. Pour un document de lecture de 55 pages dont les textes sont sélectionnés dans plusieurs livres par exemple, on demande à chaque élève de s'acheter un exemplaire à 2500 francs avant de pouvoir suivre le cours de français. Il en est de même pour d'autres disciplines. Tout calcul fait, on se rend compte qu'un document dont le prix de revient ne dépasse pas 600 francs est revendu à 2500 francs, soit un bénéfice de plus 1800 francs par élève.

Dans plusieurs établissements scolaires privés, les cours de répétition sont déclarés obligatoires pour les classes de troisième et cela coûte souvent 300 francs par séance alors que c'est au moins deux séances par semaine. Même si dans les basses classes il n'est pas dit que c'est obligatoire, la méthode utilisée oblige les élèves à y participer. Les absents à ces cours de répétition sont souvent sujets à des menaces et traitements de tout genre par leurs enseignants, ce qui les oblige à arracher de l'argent à leur parents afin d'éviter la colère de leurs ensei-

gnants sur eux le lendemain.

Quant au cours d'informatique, il est souvent mis en place une méthode discriminatoire pour obliger tous les élèves à y souscrire. Afin de mettre mal à l'aise et dissuader les élèves qui ne voudraient pas donner de l'argent (10.000 francs) pour les cours d'informatiques, on choisit une heure consacrée au cours d'informatique dans l'emploi du temps et ceux qui n'ont pas d'argent sont mis à l'écart ou dehors, un moyen de les distinguer de ceux qui ont les moyens alors qu'il est possible de faire venir les volontaires seuls à une autre heure dans les après-midi. Les harcèlements en vue d'extorquer les frais exorbitants aux élèves et à leurs parents pour des excursions ne sont pas exclus.

Et tous ses frais ne sont jamais inclus dans les frais de scolarité mentionnés lors des inscriptions. Tout porte à croire que dans les écoles privées, tous les moyens sont bons pour se faire un peu de sous sur le dos des élèves et parents d'élèves. Le mal est que toutes ces anomalies semblent échapper au contrôle de l'Etat et du ministère des enseignements.

Nul ne peut aujourd'hui se passer des écoles privées dans nos villes vu les effectifs pléthoriques que connaissent les établissements scolaires publics. Mais ce n'est pas pour autant qu'il faut transformer les parents d'élèves qui se saignent pour inscrire leurs enfants dans les privés en des machines à sous au profit des enseignants et des chefs d'établissement du privé. Il revient en dernier ressort à l'autorité en charge de l'éducation de veiller à ce que règne de l'ordre dans tous les établissements scolaires dans le pays.

Apo

32ème colloque international du CREDAF à Lomé :

D'importantes résolutions ont été prises pour une administration moderne et efficace

Mobiliser les recettes fiscales de manière efficace, c'est l'objectif primordial que les Etats se sont fixés face aux enjeux du développement économique. C'est dans cette optique que le Centre de Recherche et d'Etude des Dirigeants des Administrations Fiscales a organisé pour une 32ème fois le colloque international et des consultations régionales Banque mondiale-France qui s'est tenu les 22 ; 23 ; et 24 mai dernier à Lomé. Au total, 27 pays et 16 organisations internationales et partenaires, représentés par 158 délégués ont pris part à ce grand rendez-vous.

Durant trois jours, ce colloque a permis aux délégués venus d'horizon divers, d'échanger, de partager des expériences et des suggestions, pour une meilleure collecte des recettes fiscales. C'était l'occasion pour les participants de toucher du doigt les difficultés auxquelles les administrations sont confrontées et de recueillir les préoccupations ainsi que des



L'assistance lors de la rencontre

moyens d'amélioration pour une performance fiscale. Les échanges ont porté sur la taxe foncière, sur le contrôle fiscal, sur la manière de mobiliser plus de ressources en utilisant les outils de gestion moderne. Après avoir démontré au cours de ce colloque que les administrations fiscales sont au service des usagers, les délégués, ont au cours de ces travaux surtout en ce qui concerne le Togo expliqué que l'objectif de l'OTR c'est de faire en sorte que les outils modernes de gestion puissent être réglementés pour un

développement du pays. Aujourd'hui, avec les exigences de la modernisation, il est urgent de mobiliser plus d'argent pour faire face aux enjeux. Pour atteindre les résultats escomptés, les délégués se sont convergés vers un certain nombre d'encrage en termes d'actions qui portent notamment sur la maîtrise et la rationalisation de dépenses fiscales, la réforme de l'impôt foncier et l'élargissement de la base fiscale. Les délégués ont également insisté en termes de convergences

Suite à la page 7

Dédicace du recueil de poème " Toukara en Yèrè Yèrè " : Kandjangabalo SEKOU fait son 3ème pas dans le monde littéraire

Le jeudi 25 mai dernier il a été présenté à l'Université de Lomé plus précisément dans les locaux du village du Bénin la dédicace du recueil de poèmes " Toukara en Yèrè Yèrè " de Kandjangabalo SEKOU. C'est un recueil de 19 poèmes qui s'étalent sur 91 pages et qui peint la société togolaise avec humour et art dans le but d'une prise de conscience collective. Le Toukara en Yèrè Yèrè comme l'indique le titre lui-même comporte deux éléments à savoir le toukara d'une part et le yèrè yèrè d'autre part.

Dans presque toutes les langues du Togo l'on se retrouve avec ces deux thèmes. Car le toukara est relative à ce qui est grave, à ce qui est sérieux voir même dangereux tandis que le yèrè yèrè conduit à la distraction, à ce qui est secondaire et parfois même vulgaire. Pour les lecteurs qui se demanderont pourquoi l'association de ces deux thèmes.

A cette question l'auteur rappelle que c'est pour expri-



L'assistance

mer le contenu et la forme de l'œuvre. C'est un recueil qui aborde des sujets fondamentaux à caractère social mais qui selon lui, les aborde dans un air détendu où l'on peut retrouver l'humour et aussi de comédie rien que pour faire passer le message. Par rapport au caractère social, l'auteur explique que ce sont des faits qui se rapportent à la relation au sein de la société entre homme et femme, à la question du développement social des pays africains qui

représente aujourd'hui un problème majeur et aussi des questions d'ordre politiques. Fondamentalement ce roman a posé la question de l'utilité de la littérature en général et de la poésie en particulier. L'objectif c'est d'amener le poète et l'écrivain à jouer pleinement leur rôle. Signalons que pour l'auteur, le trait fondamental entre ces écrits est la liberté. Pour lui, la liberté de l'écrivain et celle de l'individu au sein de la société conduit à un développement durable et



La table d'honneur

prospère. Parlant de ces autres œuvres, l'auteur affirme que ce sont des œuvres écrites sous forme de poème.
Kodjovi

32ème colloque international du CREDAF à Lomé : D'importantes résolutions ont été prises pour une administration moderne et efficace

Suite de la page 6

sur la nécessité de mettre en place des réformes structurelles qui donneront une qualité de service à l'usager par rapport à l'impôt.

Aujourd'hui l'impôt relève des prérogatives des puissances publiques mais les administrations fiscales ont compris qu'il est de leur devoir de convaincre plutôt que de contraindre afin d'accroître le civisme fiscal à tous les niveaux. Avec le développement des Tics, il est utile de moderniser le service d'informatisation et d'interconnexion pour une fluidité des échanges de renseignement. Pour la première fois la banque mondiale a mis en place les consultations régionales destinées à permettre aux pays participants de s'inspirer des expériences des autres pays, afin que la vision de mieux faire en matière fiscale puisse devenir une

réalité.

A l'issue des travaux de ce 32ème colloque, le Togo a pris les commandes du CREDAF. C'est une responsabilité qui sera assurée par le Commissaire des impôts, Adoyi Essowavana qui est arrivé à faire ces preuves en matière de recouvrement fiscal au niveau de l'Office Togolaise des Recettes (OTR). Soulignons que le CREDAF est une association non gouvernementale à but non lucratif. Son secrétariat Général est basé à Paris. Il regroupe 30 pays repartis sur quatre (4) continents, dont vingt-quatre (24) en Afrique, deux (2) respectivement en Europe, en Europe et en Amérique. Le Togo est l'un des quinze pays fondateurs depuis 1982. Et c'est la quatrième fois que la capitale togolaise accueille une rencontre de cette institution.

Elom

Le HCRRUN face aux populations d'Agoè-Nivé :

Nécessité pour la présidente de l'Institution de Jeter les bases d'une réconciliation nationale

Le mardi 23 mai 2017 une délégation du Haut Commissariat à la Réconciliation et au Renforcement de l'Unité Nationale(HCRRUN) était, dans le cadre de sa tournée, aux côtés des populations d'Agoè-Nyivé et de ses environs. Ce rendez-vous avec les populations a connu la présence de la présidente du HCRRUN Awa Nana Daboya, du Préfet du Golfe le Colonel. Hodabalo Awaté, des autorités religieuses et coutumières, ainsi que des hauts cadres de ladite préfecture et les chefs traditionnels.

Le décor a été planté par une prière d'ouverture pour implorer la bénédiction et la grâce du Seigneur sur tout le peuple togolais afin que cette notion de pardon puisse dominer les cœurs de tout un chacun. Une notion sur laquelle est revenue la présidente du HCRRUN qui dans son intervention a invité les togolais à se pardonner les uns envers les autres. Pour elle, c'est un processus qui est très impor-



La table d'honneur

tant pour la reconstruction et le développement du pays. Au cours de cette rencontre, deux communications ont permis à la population de comprendre les contours du programme de réparation par rapport aux dommages causés dans les années 1958 jusqu'à 2005. Ils ont dans leurs exposés, demandé à la population de faire preuve de tolérance et de cohésion, et ont expliqué aux victimes des crises sociopolitiques, le processus mis en place pour les

réparations des dommages causés. Une phase de réparation qui prendra en compte la restitution, l'indemnisation, la réadaptation, la satisfaction et les garanties. Les populations ont compris que cette démarche ne pourra jamais être à la hauteur des dommages causés aux différentes victimes. Mais cette démarche reste avant tout un pas vers une réconciliation des fils et filles du pays pour un mieux vivre ensemble.

Kodjovi

Communiqué du CONAPP

Le Bureau Exécutif du Conseil National des Patrons de Presse, informe les membres de l'organisation, que conformément aux dispositions de l'article 15 des statuts, l'assemblée générale ordinaire se tiendra le vendredi 09 juin 2017 à partir de 8h30 à l'Agora Senghor.

Quatre (04) points seront inscrits à l'ordre du jour :

- 1- Présentation et adoption du rapport moral
- 2- Présentation et adoption du rapport d'activités
- 3- Présentation et adoption du rapport financier
- 4- Divers

Fait à Lomé le 28 mai 2017

Le secrétaire général
Fabrice PETCHEZI

17 Mai 2017

Journée Mondiale des Télécommunications et de la Société de l'Information

Vivez intensément la Semaine Wifi

avec le Groupe TOGO TELECOM



En vue d'accompagner les utilisateurs du service **Wifi Public** pour une bonne appropriation dans toutes les villes du pays où des bornes wifi ont été implantées, le Groupe TOGO TELECOM a lancé une opération dénommée « **Semaine Wifi** » **qui a démarré le 17 Mai 2017.**

À cette occasion, plusieurs actions sont prévues :

du 17 au 23 Mai 2017 :

- **Démonstration et test dans chaque Cyber zone (site wifi public) de l'Intérieur** : *un code est offert à tout visiteur qui crée son compte Wifi Public ;*
- **Démonstration et test dans les Bars Wifi Public** : *découverte du Wifi Public dans les bars partenaires ; un code est offert à tout client du bar qui crée son compte Wifi Public.*

du 17 au 31 Mai 2017 :

- **Bonus ADSL dans les Espaces Telecom** : *offrir à tout client ADSL/WIMAX qui effectue un rechargement de forfait dans un Espace Telecom, un **code wifi gratuit** durant la période de la promotion.*

du 17 Mai au 17 Juillet 2017 :

- **Concours de création de vidéo amateur en ligne à l'attention des jeunes** : *les jeunes sont invités à créer des vidéos traitant des thématiques liées à leurs communautés et à diffuser sur YouTube.*
(Adresse d'envoi du mail avec l'URL de votre vidéo créée et publiée sur YouTube : semainewifi@gmail.com)

du 17 Mai au 17 Août 2017 :

- **Wifi Gratuit tous les mercredis** : *accès gratuit au service Wifi Public sur toutes les places wifi, **tous les mercredis de 18h00 à 20h00 sur tous les sites** au cours de la période promotionnelle.*



LISTE DES CYBER ZONES (Sites couverts par le service Wifi Public)



#	Secteur	Type	Lieu
1	Dapaong	Place publique	Esplanade de la Préfecture
2	Kara	Place publique	Place de la Victoire
3	Kara	Place publique	Esplanade de la Préfecture
6	Sokodé	Place publique	Esplanade de la Préfecture
7	Atakpamé	Place publique	Place Midudu
8	Kpalimé	Place publique	Place Gbadjadj
9	Aného	Place publique	Place à côté de l'hôtel Oasis
10	Aného	Place publique	Esplanade de la Mairie
11	Tsérévié	Place publique	Esplanade de la Mairie
12	Lomé-Port	Place publique	Rond Point du Port Autonome
13	Lomé-Dékon	Place publique	Carrefour Dékon
14	Lomé-Assivito	Place publique	Carrefour Assivito
15	Lomé-Place de l'Indépendance	Place publique	Palais des Congrès
16	Lomé-Place de l'Indépendance	Place publique	Place de l'Indépendance
17	Lomé-Place de l'Indépendance	Place publique	Autours 2 Février, CASEF et Stade Omnisport
18	Lomé-Aéroport	Place publique	Aérogare de Lomé

#	Secteur	Type	Lieu
1	Lomé-Kégué	Bar	Bar Festina à Kégué
2	Lomé-Nukafu	Bar	Bar Le Refuge à Nukafu
3	Lomé-Forever	Bar	Bar 3K à Forever
4	Lomé-Agbalépedo	Bar	Bar Fekandine-Agbalépedo
5	Lomé-Casablanca	Bar	Bar La Ryveronne-Casablanca
6	Lomé-Hédzranawoé	Bar/Espace aéré	Tata Park
7	Lomé-Nyékouakpoé	Bar	Bar G20
8	Lomé-Hédzranawoé	Bar	Cantine de l'Aéroport
9	Lomé-Kpéhénou	Bar	Bar Maestro
10	Lomé-Adidogomé	Bar	Golden Pamba
11	Lomé-Agoé	Bar	Jeton Pas 2
12	Lomé-Aflao Sagabdo	Bar	Intimité Fast Food
13	Kara	Bar	Carrefour des bars
14	Kara-Tomdè	Bar	Station service Shell

Le public est cordialement invité à **tester gratuitement le Wifi Public** dans tous les CYBER ZONES.

Pour plus d'informations, rejoignez-nous en ligne



www.togotelecom.tg



@Togo Telecom



@TOGOTELECOM1



TOGO TELECOM

ou contactez le Service Client au 119/ 22 22 01 19